

69274

Distr.  
LIMITEE

STAT/WG.NA/86/13  
18 août 1986

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Séminaire sur la révision du système  
de comptabilité nationale de l'ONU

Addis Abeba, 29 septembre - 3 octobre 1986

RECONCILIATION DU SNC AVEC LES STATISTIQUES SPECIALISEES

Bureau de Statistique de l'Organisation  
des Nations Unies

## INTRODUCTION

1. La Commission de statistique a recommandé en 1981 de réaliser des études destinées à clarifier et à mettre à jour le système de comptabilité nationale (SCN) actuel. En 1983, elle a souligné le rôle de l'harmonisation du SCN et des systèmes statistiques connexes. Cette harmonisation était considérée comme l'un des principaux objectifs de la révision du SCN.
2. Le renforcement du rôle du SCN en tant que cadre d'organisation de l'information statistique constitue un autre objectif important de la révision. Ce rôle a déjà été mentionné dans la révision de 1968. Il y a eu, depuis, une prolifération de données rassemblées par différentes institutions, ce qui constitue une source de confusion pour les utilisateurs qui ne savent pas souvent quoi choisir, ignorant ce qui constitue la différence entre des données différentes et la raison d'être de ces différences. Ces différences existent, non seulement dans le cas de données élaborées par différentes institutions mais parfois également de celles élaborées par une même institution pour de fonctions différentes.
3. Il existe une raison supplémentaire de clarifier les relations entre les éléments du SCN et les grandeurs utilisées dans les systèmes spécialisés. Dans de nombreux pays, en particulier les moins développés, les efforts nécessaires pour rassembler les données et établir les comptes pour le SCN et pour les systèmes spécialisés sont concurrentiels : il n'existe tout simplement pas assez de ressources pour entreprendre les deux tâches de manière satisfaisante. Pour ces pays, l'établissement de cette relation entre le SCN et les systèmes spécialisés mettra fin au double emploi et permettra de dégager des ressources qui pourront être consacrées aux tâches d'amélioration et d'extension.
4. La question de la réconciliation du SCN avec les statistiques spécialisées a été examinée à diverses réunions internationales au cours de ces dernières années. Lors de la réunion de l'Association internationale de recherches sur le revenu et la fortune qui s'est tenue au Pays-Bas en août 1985, trois documents ont été présentés sur la question, l'un sur l'harmonisation des normes statistiques internationales pour l'établissement des statistiques financières publiques et de comptes nationaux, un autre sur l'harmonisation et la classification des opérations internationales dans le SCN et le Manuel de la balance des paiements et un troisième document sur les comptes financiers et les comptes de patrimoine.
5. Les participants à une réunion de la Commission économique pour l'Europe tenue à Genève en mars 1986 ont examiné les efforts de réconciliation, en particulier ceux des statistiques des finances publiques et du SCN et ont affirmé que ceux-ci étaient conformes aux recommandations de la Commission de statistique. Il a été indiqué que la réconciliation des données de statistiques des finances publiques/SCN constituera un important sujet qui sera examiné lors de la réunion du Groupe d'experts qui se tiendra en 1987 sur les comptes du secteur public et figurera également dans la description des méthodes de compilation du manuel qui sera bientôt publié par le Bureau

de Statistique de l'ONU sur les comptes du secteur public. Le manuel du Fonds sur les statistiques des finances publiques contient des tableaux de concordance réconciliant les statistiques des finances publiques avec le SCN actuel.

6. La question de la réconciliation a été examinée au cours de deux réunions de l'OCDE. Les participants à la réunion qui s'est tenue en mai 1985 ont conclu que la ventilation de la balance des paiements pourrait être en réalité utilisée comme base pour détailler encore davantage les opérations extérieures du SCN tant qu'on continuerait à identifier séparément les notions fondamentales dans le système. Lors de la réunion de mai 1986, ils ont recommandé que le principe de propriété soit plus systématiquement appliqué dans le SCN conformément au traitement actuel de la balance des paiements. La question de la réconciliation entre la balance des paiements et le SCN occupera une place importante au cours des travaux de la réunion du Groupe d'experts sur les opérations extérieures qui se tiendra en mars/avril 1987.

7. Les statistiques économiques peuvent être produites et utilisées à des niveaux de détail et d'agrégation très différents, de la simple énumération d'objets concrets à des agrégats macro-économiques globaux sur la base de notions complexes et abstraites, en passant par différents degrés d'agrégation et de désagrégation dans les systèmes de statistiques spécialisées et de comptes nationaux. Plus la notion est complexe, plus il faudra d'éléments unitaires d'information statistique de base pour la quantifier. Lorsqu'on compare les agrégats et les sous-agrégats de différents systèmes, on se trouve dans la situation suivante :

- i) Les agrégats de deux systèmes peuvent être similaires;
- ii) Les agrégats de deux systèmes sont différents mais sont subdivisés explicitement de manière à permettre, en regroupant des sous-agrégats, d'obtenir les agrégats de l'autre système;
- iii) Les sous-agrégats mentionnés ci-dessus ne sont pas explicitement différenciés (il n'y a pas de chiffres spécifiques pour eux) mais ils sont sur le plan conceptuel contenus dans l'agrégat;
- iv) Enfin les agrégats pourraient se présenter de sorte qu'ils ne comprennent pas les sous-agrégats nécessaires à la construction des agrégats de l'autre système.

Dans chaque cas, les opérations statistiques et les calculs nécessaires pour passer d'un système à l'autre sont différents. Les deux premiers cas ne posent aucun problème alors que les troisième et quatrième seront fonction de la facilité ou de la difficulté avec laquelle les chiffres manquant seront obtenus d'autres sources.

8. Tout en traitant à un certain niveau de détail des efforts en vue de réconcilier le SCN avec les statistiques de finances publiques et la balance des paiements, le présent document porte plus généralement sur les critères

et procédures de réconciliation (première partie). Il n'est donc pas limité à ces deux domaines seulement mais examine en outre un certain nombre de domaines de développement statistique qui pourraient faire l'objet d'une coordination avec les comptes nationaux. Les détails de ces domaines particuliers sont examinés dans la deuxième partie du présent document qui couvre également, en dehors des statistiques des finances publiques et de la balance des paiements, la réconciliation du SCN avec les statistiques monétaires et bancaires, les statistiques agricoles, les statistiques industrielles et les comptes des entreprises, les statistiques de l'emploi et les comptes des ménages. Etant donné que le présent document ne vise qu'à illustrer la méthode de réconciliation en général, il n'indique certainement pas tous les domaines de statistiques spécialisées pouvant faire l'objet d'une coordination avec le SCN.

#### I. CRITERES DU RECONCILIATION

9. Il convient de souligner que, d'une manière générale, les statistiques spécialisées sont plus proches de données de base. Le SCN, par contre, doit établir des relations entre différents secteurs grâce à des notions communes, en prenant des statistiques de base et en les transformant en agrégats appropriés. On pourrait néanmoins y parvenir plus rapidement en commençant non pas avec des statistiques de base mais avec les agrégats des systèmes spécialisés. La question qui se pose est de savoir dans quelle mesure les notions du SCN et des systèmes spécialisés sont différentes. L'harmonisation est-elle possible? A quels changements et modifications faudrait-il procéder dans le SCN ou dans les systèmes spécialisés ou dans les deux afin de parvenir à cette harmonisation? Les systèmes de statistiques spécialisées sont caractérisés, comme leur nom l'indique, par le fait qu'ils portent sur un sujet précis d'une manière plus détaillée que dans un système de statistique générale. Ils peuvent être considérés comme des statistiques approfondies pour un domaine limité.

10. Un système de statistiques générales couvre l'ensemble du sujet avec très peu de détail. Prétendre examiner l'ensemble du système économique avec le même niveau de détail qu'un système de statistiques spécialisées serait non seulement impossible à cause de la somme de travail et du coût que cela impliquerait mais aussi inutile dans la mesure où les détails analytiques d'un secteur ou sous-secteur du SCN ne s'appliquent pas nécessairement à d'autres sous-secteurs du SCN. Ce qui est primordial, c'est d'être en mesure de déterminer comment ce qui a été observé dans un domaine limité affectera l'ensemble du système. Par exemple, la désagrégation des impôts par type a un sens et est utile dans le secteur public, mais la liste détaillée des catégories d'impôts est sans importance pour les autres secteurs. En d'autres termes, il n'est pas nécessaire de procéder à une classification croisée des impôts par type et par secteur.

11. Il y aura toujours plus de systèmes de statistiques spécialisées que ceux figurant comme sous-éléments dans le SCN. Toutefois, s'il est souhaitable

qu'on puisse relier un système spécialisé au système global, il est primordial et il s'agit là d'une condition sine qua non - de disposer de possibilités pré-arrangées de relations. Les possibilités peuvent être une identité de notions, ou la possibilité d'établir des concordances à partir des notions utilisées dans un système avec les notions de l'autre système. En fait, les unités de mesure des différentes notions doivent être soit identiques, soit, encore une fois, mutuellement convertibles.

12. L'identité complète des notions et des groupes statistiques dans lesquels elles sont exprimées serait l'hypothèse la plus favorable mais les besoins en matière d'analyse pour lesquels les différents systèmes ont été établis rendent impossibles dans la plupart des cas l'identité complète des notions et des groupes de mesures et l'on doit, par conséquent, établir des procédures permettant de convertir les différentes notions et les différents groupes.

13. Il faudrait à cet égard que les conclusions du domaine spécialisé soient exprimées en des termes et unités pouvant permettre de les exploiter avec le moins de travail supplémentaire possible, dans le cadre et l'analyse de la comptabilité nationale dans son ensemble. Il est important d'indiquer qu'en raison de la couverture globale qui constitue la principale caractéristique du SCN, il faudrait faire attention à ce que les efforts en vue de l'adapter à un système spécialisé donné n'ait aucune incidence négative sur les possibilités de relations avec d'autres systèmes spécialisés.

#### A. Analyse commune du SCN et des systèmes spécialisés

14. La nécessité pour les systèmes spécialisés de compléter le SCN dans la compilation des statistiques est parallèle à une nécessité correspondante d'utiliser ces statistiques conjointement pour les besoins de l'analyse. Deux exemples relatifs aux opérations extérieures et publiques permettront d'illustrer cette complémentarité dans l'analyse économique.

15. Comme tout autre domaine, les opérations extérieures et publiques peuvent être analysées en elles-mêmes ou dans le cadre de l'économie générale en mettant l'accent sur les opérations qui les relient aux autres domaines, en particulier la production, la consommation et la formation de capital. Cette analyse peut être centrée sur l'un ou l'autre domaine mais les deux types d'analyse doivent être appliqués si l'on veut obtenir des résultats satisfaisants.

a) Prenons à titre d'exemple le cas fréquent d'une baisse importante des réserves en devise d'un pays donné. Dans cette situation, les analystes et les décideurs se poseront plusieurs questions : quelle est l'importance de la baisse ? Depuis combien de temps dure-t-elle ? Il y a-t-il des chances qu'elle continue ? Quelles en sont les raisons ? Quelles autres conséquences pourrait avoir cette baisse sur l'économie ? Quelle mesure peut-on prendre pour y remédier ? Quelles conséquences pourraient entraîner ces mesures ?

16. Le fait initial, à savoir la baisse des réserves a été révélée par les statistiques de base. Celles-ci répondent aux questions relatives à l'intensité de la baisse et à sa durée. Les réponses aux autres questions relatives aux caractéristiques du phénomène nécessitent un instrument d'analyse plus spécialisé. Pour savoir s'il est dû à un accroissement des décaissements ou à une baisse des recettes, s'il est dû aux opérations courantes ou aux opérations de capital, on doit recourir à la balance des paiements.

17. Les détails contenus dans la balance des paiements permettent de disséquer le phénomène, de montrer dans le détail ses caractéristiques internes et, par conséquent, de répondre aux questions précédentes. D'une manière théorique, on peut déjà expliquer la baisse constatée dans les réserves internationales par exemple par un accroissement des importations de produits non contrebalancé par des recettes appropriées. D'une manière plus concrète toutefois, les questions relatives aux causes de la baisse et aux solutions particulières pouvant être adoptées ainsi qu'à leur conséquence nécessitent un examen des relations existant entre les opérations extérieures et les autres opérations au sein de l'économie, en d'autres termes, un système de comptabilité nationale qui permette d'étudier de manière cohérente les opérations et les interrelations de tous les secteurs de l'économie.

b) Le second exemple concerne les opérations publiques. On propose une réforme fiscale, peut-être en raison d'une situation jugée non satisfaisante en matière de finances publiques. Encore une fois, la description générale de la situation dans les termes traditionnellement utilisés pour la décrire, par exemple le déficit budgétaire, peut probablement être obtenue par le biais de statistiques unidimensionnelles, générales ou de base.

18. Le passage de la reconnaissance du phénomène à son analyse nécessitera l'usage d'un système de données spécialisées et une ventilation des agrégats qui forment le déficit ainsi que des classifications des flux et des stocks du secteur public considérés comme utiles pour décrire dans le plus grand détail ce qui se passe au sein du secteur. On ne se contente pas de décrire mais on s'efforce, en un sens, d'expliquer ce qui se passe. Il s'agit toutefois d'une explication tautologique du genre "le déficit fiscal est dû au fait que les dépenses sont supérieures aux recettes". On indique même les types de dépenses et dans quelle proportion elles ont contribué aux décaissements ainsi que la manière dont les différentes sources de recettes gouvernementales se sont comportées au cours de la période considérée.

19. Les raisons de cette situation au niveau des recettes seront données de manière intuitive sous forme de relations entre les finances publiques et le reste de l'économie. Toutefois, afin de remplacer les opinions intuitives sur ces relations par des observations quantitatives, il est nécessaire de recourir à un système qui relie systématiquement et de manière cohérente les données relatives au déficit des finances publiques avec les flux observés dans d'autres secteurs de l'économie. On pourrait ainsi constater que le déficit était dû à une baisse des recettes fiscales survenues à la suite d'une brusque réduction de l'activité économique.

## B. Procédures de réconciliation

20. L'efficacité de l'analyse et du rassemblement des données économiques nécessite par conséquent la réconciliation entre les agrégats des systèmes spécialisés et du SCN mais cette réconciliation pose quelques problèmes complexes. Les tableaux de correspondance de différents types, notamment les comptes-écrans, la consolidation des comptes comme dans le tableau 8.3 du SCN et les tableaux de concordance, constituent un instrument utile à la solution de ces problèmes.

a) Afin de montrer la relation existant entre les types de classification de substitution, le SCN a proposé d'utiliser des comptes-écrans qui permettent de procéder à la réconciliation des classifications de substitution à un niveau global. Le SCN les utilise chaque fois que les éléments d'une classification doivent être transformés en éléments d'une autre classification. L'exemple donné dans le Livre bleu concerne la transformation de la consommation publique dans un secteur donné (éducation, santé) en ses différentes composantes.

On pourrait également citer, à titre d'exemple, la transformation de la classification des recettes fiscales pour différent type d'impôt en une classification par origine (consommateurs, entreprises).

b) Les tableaux de consolidation des comptes de différents types ont été utilisés pour exprimer les différentes rubriques dans les comptes consolidés de la nation (série I du SCN) en combinant différentes rubriques dans les comptes de production, de consommation et de formation de capital (série II du SCN) et dans les comptes de revenu et de dépenses et les comptes de capital et de financement (série III du SCN).

Dans un même système, les relations conceptuelles et numériques entre les différentes rubriques sont systématiquement déterminées et peuvent être obtenues par le type de tableaux de consolidation mentionnés en utilisant les rubriques figurant dans les comptes du système. Mais des procédures plus complexes peuvent s'avérer nécessaires dans le cas de deux systèmes différents.

c) Les tableaux de concordance et la spécification des "blocs" constituent des moyens d'exprimer les éléments d'un système en fonction des éléments de l'autre système, ce qui signifie, sur le plan conceptuel, qu'on a établi une correspondance entre les deux systèmes. Il n'est pas toujours possible de trouver dans le second système tous les éléments nécessaires à la définition des éléments du premier système. Dans un tableau de correspondance fonctionnel, les différences devraient être identifiables et quantifiables. Cette caractéristique permettra de qualifier l'importance de l'écart entre les systèmes et ouvrira également la voie à l'utilisation du tableau de correspondance pour l'établissement d'une relation rationnelle entre les notions des deux systèmes. On pourrait ainsi établir un système à partir de l'autre et établir également une relation entre les deux systèmes afin de les utiliser dans une analyse commune.

Lorsqu'on dispose de données appropriées, il est souhaitable de modifier les notions de manière à les rendre quantifiables avec les données existantes.

21. Dans le présent document comme dans d'autres documents initialement publiés sur la question, une distinction est opérée entre la réconciliation et l'harmonisation des notions et des données. La réconciliation est un terme général. Elle consiste à établir une relation entre les notions d'agents et d'opérations d'un système spécialisé d'une part et celles du SCN d'autre part et à permettre de définir les notions du SCN en fonction des notions d'un système spécialisé et vice versa. La réconciliation pourrait nécessiter une plus grande ventilation des catégories d'agents et d'opérations ou l'introduction d'éléments supplémentaires (par exemple les imputations) lorsque les relations de définition ne peuvent être établies sur la base des catégories d'agrégats dans chacun des deux systèmes pris séparément. L'harmonisation est un cas spécial de réconciliation qui ne nécessite pas une plus grande ventilation ou des éléments supplémentaires et qui n'implique pas nécessairement que l'un ou l'autre des deux systèmes contient le même détail.

22. Il ressort des discussions précédentes que l'harmonisation totale ne peut être réalisée à cause des objectifs analytiques distincts des différents schémas statistiques. Toutefois, les avantages statistiques et analytiques de la réconciliation, même sans harmonisation, sont généralement admis.

23. Une fois les concepts uniformisés, les données spécialisées peuvent être utilisées plus facilement dans l'établissement des comptes nationaux. En effet, celles-ci peuvent servir de point de départ de cette opération. Il faudra donc, pour l'intégration de ces données, opérer des ajustements d'abord pour se conformer aux définitions différentes du SCN et ensuite rendre les données ainsi obtenues compatibles avec les autres données du SCN.

24. On peut distinguer deux types d'intégration de données spécialisées dans la comptabilité nationale, à savoir l'intégration verticale et l'intégration horizontale. L'intégration verticale concerne l'intégration des données spécialisées qui portent sur les informations relatives aux comptes sectoriels intégrés du SCN. L'intégration des statistiques financières publiques, de la balance des paiements, les statistiques industrielles, les données sur la comptabilité des entreprises et les données d'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages en sont des exemples. L'intégration horizontale concerne quant à elle les séries de données telles que les statistiques de l'emploi, les statistiques de la revue intitulée "Statistiques financières internationales" et les statistiques du commerce extérieur et fournissent des renseignements sur les groupes de transactions spécialisées dans tous les secteurs. Une fois les données spécialisées adaptées au format du SCN, les séries de données verticales et horizontales doivent être ajustées avec les autres données du système suivant les méthodes traditionnelles d'établissement de la comptabilité nationale.

## II. AJUSTEMENT DU SCN PAR RAPPORT AUX STATISTIQUES SPÉCIALISÉES

25. Certains domaines de statistique bien déterminées ou l'ajustement par rapport aux concepts et données du SCN est soit bien avancé, soit souhaitable sont présentés ci-après dans le détail. On indique pour chaque domaine la voie précise suivie ou à suivre. Les domaines statistiques retenus ne sont nullement tous susceptibles de se prêter à la coordination avec le SCN.

### Les Statistiques de finances publiques (GFS)

26. Le Fonds monétaire international (FMI) et le Bureau de statistique du secrétariat de l'ONU entreprennent actuellement, dans le cadre d'un projet, de mettre au point des tableaux de concordance entre les comptes de la nation du Système de comptabilité nationale (SCN) et les statistiques de finances publiques (GFS) du FMI en vue d'harmoniser les deux systèmes du FMI avec les comptes et tableaux correspondant du SCN. Dans un premier temps, on a cherché à déterminer jusqu'où cette harmonisation pourrait aller. On s'est aperçu très vite qu'il n'était pas opportun de relier les éléments un à un non pas tant parce que cela était impossible sur le plan statistique mais parce que chaque système a sa propre finalité.

27. Les statistiques de finances publiques (GFS) ne concernent que le secteur des administrations publiques alors que le SCN considère ce secteur comme faisant partie d'un ensemble plus grand et vise expressément à faire apparaître de manière explicite l'interaction des différents secteurs de l'économie. C'est pourquoi au cours de la deuxième étape du projet, on s'est principalement efforcé d'harmoniser les concepts des deux systèmes au lieu d'établir une correspondance bi-univoque.

28. Ajuster signifie établir des liens entre les concepts correspondants, faire ressortir les relations, coïncidences et différences et permettre ainsi de tirer les agrégats du SCN à partir des données issues des statistiques de finances publiques. Etant donné les différences, cette démarche suppose une différence dans le nombre des catégories de part et d'autre du tableau de concordance et, par suite, la nécessité d'augmenter les données détaillées. Cela accrédite l'idée selon laquelle l'ajustement ne doit être envisagé que du point de vue des agrégats.

29. On a proposé une formule différente qui consisterait à modifier les concepts des deux systèmes de manière à parvenir à leur harmonisation; on a toutefois estimé que le sacrifice de la valeur analytique de concepts simplifiés à outrance dépasserait dans la plupart des cas les avantages que présenteraient l'harmonisation. Les deux méthodes ne s'excluent donc pas mutuellement. Même si l'on a recours à l'ajustement, certaines modifications ou ajustements dans les agrégats des deux systèmes peuvent se révéler appropriés pour simplifier les étapes de l'ajustement. L'adoption de concepts modifiés permettrait davantage du point de vue statistique d'établir des liens entre les systèmes d'après une méthode d'établissement séquentielle dans le cadre de laquelle les données issues des statistiques de finances publiques seraient par exemple établies en donnant aux renseignements tirés des documents officiels une forme normalisée pour tous les services de l'Etat et ensuite en les convertissant en postes conformément au SCN.

30. Afin d'étudier les possibilités réelles qu'il y a à procéder à l'ajustement et à l'harmonisation dans les différents pays, le Bureau de statistique de l'ONU et le FMI ont réalisé en 1983 des études de cas sur la possibilité d'établir des liens entre les concepts du GFS et du SCN grâce à des données détaillées. Les pays visés étaient les suivants : Colombie, Finlande, Inde, Kenya, Mexique, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni, Thaïlande, Venezuela et Zambie. Les questionnaires ont été envoyés, les correspondances échangées et, dans certains cas, des visites effectuées en 1985 par des fonctionnaires du Bureau de statistique de l'ONU et du FMI dans les pays intéressés.

31. Les résultats de cette entreprise sont consignés dans un document traitant de la façon dont les deux systèmes sont appliqués par les responsables des pays intéressés lequel a été présenté à différentes réunions d'experts. Les auteurs expliquent les divergences observées de la façon suivante : les concepts des deux systèmes de données diffèrent effectivement à certains égards du fait principalement des différences d'interprétation des objectifs analytiques. La première différence concerne le traitement des transactions en espèces et des transactions en nature. Les statistiques de finances publiques (GFS) ne concernent que les premières alors que le SCN envisage les deux. Le GFS ne tient compte de la consommation de capital fixe par des administrations publiques ni de la contribution de celles-ci aux caisses de sécurité sociale et pensions non constituées en fonds. En revanche, le GFS présente une ventilation des recettes fiscales beaucoup plus détaillée que le SCN, encore qu'il ne distingue pas entre impôts directs et indirects à la différence du SCN. Le GFS exclut les fonctions des autorités monétaires et l'acceptation de dépôts de différents types émanant des administrations publiques, traitement analogue à celui appliqué par le FMI dans ses statistiques monétaires et bancaires. Le GFS inclut les caisses de sécurité sociale dans les administrations centrales, provinciales ou locales alors que le SCN les traite comme secteur distinct au sein des administrations publiques.

32. Le GFS consolide et élimine donc toutes les transactions à l'intérieur d'un même secteur ou sous-secteur de l'administration alors que le SCN réserve le même traitement aux seules transactions à l'intérieur des comptes à l'exclusion des transactions entre comptes. Dans leur forme actuelle, les rubriques du GFS ne permettent pas toujours d'obtenir un élément de statistiques du secteur public. Dans certains cas, la rubrique du GFS est trop vaste et doit être décomposée de manière à correspondre à une rubrique du SCN; dans d'autres cas, on ne peut tirer un élément d'une rubrique du SCN à partir des rubriques actuelles du GFS simplement parce que celui-ci ne l'envisage pas; cela s'applique à toutes les imputations au titre des transactions en nature.

33. C'est pourquoi les tableaux de concordance contiennent non seulement les rubriques qui figurent dans le SCN et le GFS mais également deux autres types de rubrique : celles représentant les décompositions des éléments du GFS et ceux qui en sont exclus. La nécessité de maintenir ces différences et la gravité de la situation dépendent de l'existence ou non de quantifications, d'informations sur ces rubriques et également de l'importance quantitative de ces éléments.

34. Une autre question que posent l'ajustement et l'harmonisation des données concerne les institutions productrices de statistiques. En partant des données obtenues, on a conclu que si l'intégration de tous les types d'établissement de données dans un service unique permettrait d'optimiser la cohérence de données, l'essentiel pour l'ajustement statistique consiste dans la nécessité de faire concorder les sources essentielles (documents officiels) et non au stade du traitement des données du SCN et du GFS. Toute différence entre les statistiques du GFS et du SCN traduirait donc les seules différences connues dans le temps ou le mode d'enregistrement et dans la couverture ou la classification des transactions plutôt que des différences inconnues.

#### B. LA BALANCE DES PAIEMENTS (BOP) ET LE SCN

35. Un projet similaire à celui sur les liens entre le GFS et le SCN vise actuellement à l'établissement de liens entre les transactions extérieures du SCN et du BOP. Pour l'essentiel, ce qui a été dit à propos de l'harmonisation et de l'ajustement entre le GFS et le SCN s'applique également dans le cas du SCN et du BOP. S'agissant du lien entre le SCN et le BOP, les décompositions utilisées pour chaque système diffèrent davantage les unes des autres que dans le cas du SCN et du GFS. Il faut donc disposer d'un bien plus grand nombre de cadres de confection pour établir de liens entre tous les éléments du SCN et du BOP. Les principales différences entre le SCN et le BOP concernent :

- i) Evaluation des importations : le SCN adopte les valeurs c.a.f. alors que le BOP utilise les valeurs f.o.b.
- ii) Principe du changement de propriété. Le SCN et le BOP retiennent le principe du changement de propriété qui signifie que les transactions entre résidents d'un pays donné et le reste du monde doivent être comptabilisées au moment où le titre légal sur les biens en question change de mains (ou les services sont rendus). Néanmoins, si le BOP applique le principe de façon systématique, le SCN s'en écarte dans certains cas, par exemple lorsqu'il utilise les statistiques du commerce extérieur lesquelles sont comptabilisées au moment où les biens traversent la frontière et lorsqu'il recourt aux imputations dans le but d'enregistrer comme d'importations ou exportations, les biens de transformation et les biens destinés à la vente expédiés en consignment ainsi que les biens de capital envoyés à l'étranger en vertu de contrats de crédit - bail même en l'absence de transfert de propriété.

- iii) Les recettes réinvesties apparaissent dans le BOP comme flux de revenus de la propriété sortant du pays considéré et en même temps comme prises de participation au capital reçues par le pays. En revanche, le SCN ne prévoit pas d'imputations pour ces transactions dans la comptabilité nationale.
- iv) Classification des actifs financiers. Le SCN fonde sa classification sur le type d'instrument (or, monnaie et dépôts transférables, autres dépôts, effets et obligations, actions de société, parts de capital, prêts) alors que le BOP opte pour une ventilation fonctionnelle qui distingue principalement investissements directs, investissements de portefeuille, autres capitaux et réserves.
- v) Différences dans le traitement de l'or, la réévaluation et les DTS.

#### C. Les statistiques financières internationales (SFI) et le SCN

36. Le SCN de 1968 renferme les données financières intégrées dans le cadre de comptabilité du système. Toutefois, il accorde une plus grande attention aux flux de production et de revenu qu'aux comptes financiers. Depuis la publication du Livre bleu, le rôle des finances et l'intérêt suscité par l'incidence des intermédiaires financiers sur l'économie se sont accrus. D'ailleurs, et en partie de ce fait, l'établissement et l'élaboration de statistiques financières se sont largement développés hors du cadre du SCN. Aussi la nécessité de faire concorder le SCN et le systèmes spécialisés en question est-elle devenue absolue. Le système le plus élaboré est celui des statistiques monétaires et bancaires (MBS) qui renferment les directives conceptuelles relatives aux Statistiques financières internationales.

37. Le SCN et les SFI utilisent les approches différentes. Le premier fournit un cadre pour la collecte et la mise en ordre de statistiques dispersées sur les transactions monétaires et financières de tous les secteurs de l'économie et fait apparaître séparément le secteur financier pour lequel il indique (leurs émissions) et remboursements de différentes catégories de passifs financiers, comme leurs acquisitions de divers types d'actifs financiers" (SCN page 2). L'intérêt est centré sur les flux entre les différents secteurs et dans l'introduction du Livre bleu, on appelle l'attention sur le fait que certains pays établissent des tableaux d'opérations financières "qui font apparaître les flux de créances et dettes par lesquels l'excédent d'épargne de certains groupes d'unités disposant d'une capacité de financement est mis à la disposition des secteurs dont les dépenses en capital dépassent l'épargne propre". Ainsi, la présentation des données financières est liée à la classification sectorielle encore que cela n'empêche pas d'utiliser celle-ci comme point de départ pour la construction d'agrégats monétaires globaux susceptibles d'être utilisés dans l'analyse du fonctionnement du système financier d'un pays donné.

38. Les SFI quant à elles procèdent directement à l'établissement des agrégats monétaires nationaux (réserves, monnaies) et fournissent ainsi pour chaque pays un ensemble type d'agrégats analytiques qui soulignent les similitudes entre les pays du point de vue des procédés économiques et des choix politiques. Pour l'essentiel, ces deux normes internationales peuvent être uniformisées et les séries chronologiques de section consacrées aux statistiques monétaires et bancaires dans les SFI peuvent se définir généralement comme les sommes des différentes cellules de la matrice de comptabilité financière du SCN. En fait, l'une des différences les plus remarquables entre le SCN et les SFI s'explique par la sectorialisation différente; en effet, le SCN fonde celle-ci sur le concept institutionnel alors que les SFI utilisent une approche fonctionnelle. Consciente que les SFI traitent d'utilisations importantes pour de nombreux analystes, le Livre bleu propose qu'un tableau supplémentaire soit construit pour faire apparaître les fonctions assimilables aux fonctions de banques centrales exercées par les entités et autres que la Banque centrale, mais préfère en ce qui le concerne préserver l'intégrité institutionnelle de l'unité élémentaire d'agent de prise de décisions.

#### D. Les statistiques agricoles et le SCN

39. C'est dans le domaine des statistiques agricoles que les efforts d'harmonisation ont fait les progrès les plus notables. L'entreprise a été entamée très tôt : les directives internationales relatives aux comptes du secteur agricole ont été publiées pour la première fois en 1956 par la Division de l'agriculture de la CEE et la FAO. A sa douzième session en 1964, la Conférence de la FAO a appelé l'attention sur l'importance, notamment pour les pays en développement, de normaliser la terminologie des données de comptabilité du secteur agricole. A sa session suivante, la question a été étudiée plus avant et il a été recommandé d'accorder plus d'importance aux travaux de normalisation des concepts, définitions et méthodes applicables à la comptabilité des activités agricoles. Quatre réunions régionales se sont tenues en Europe, en Asie et en Extrême-Orient, au Moyen-Orient et en Amérique au cours desquelles les problèmes de la comptabilité agricole et de sa liaison avec le SCN ont été étudiés. En 1971, le texte final d'un manuel sur la comptabilité économique de l'agriculture a été adopté; ce texte disposait que ces comptes devraient être compatibles avec le SCN, et présentait un cadre au sein duquel seraient rassemblées les statistiques correspondantes et lequel permettrait d'en vérifier la concordance et la cohérence. La coordination entre les comptes agricoles et les comptes globaux de la nation a été jugée indispensable.

40. C'est pourquoi les comptes sont d'abord présentés de manière globale en fonction de leur place dans la comptabilité nationale générale. Toutefois, comme il est dit dans le manuel, les données beaucoup plus détaillées sont généralement indispensables pour l'analyse et la planification agricoles. Aussi les tableaux présentés dans la deuxième partie ont-ils un double objectif, à savoir, d'une part, la construction des comptes présentés dans la première partie et, d'autre part, la fourniture de données plus souples

et plus précises aux fins de l'analyse et de la planification agricoles. Depuis la publication du manuel, un certain nombre de pays ont institué une comptabilité agricole et ont procédé, chose particulièrement importante en l'occurrence, dans certains cas, à une espèce de division du travail dans le cadre de laquelle toute institution spécialisée dans l'agriculture ou les finances agricoles entreprendrait d'élaborer les estimations de la comptabilité agricole à partir de données agricoles de base et les institutions chargées de l'établissement des comptes du SCN en tirent les agrégats qu'ils utilisent dans leurs comptes de production et de recettes et dépenses.

41. Ce système présente un double avantage; en effet, il permet non seulement d'éviter le double emploi mais laisse à l'organisme spécialisé le soin de s'occuper des statistiques de base spécialisées qu'il peut évaluer - ou si besoin est, corriger - avec plus de compétence pour en tirer des renseignements plus détaillés qu'une institution s'occupant de l'économie d'une manière générale. On peut conclure à partir de ce qui précède que les circonstances qui entourent l'harmonisation de ce système de comptabilité spécialisé avec le SCN sont dans l'ensemble favorables et plus propices que dans le cas des autres systèmes spécialisés. Il convient toutefois de rappeler que ce système spécialisé concerne un domaine où la production et la création de revenus prennent un caractère particulier et où l'établissement de statistiques et de comptes se heurte à de plus grands obstacles que dans les autres domaines. Certaines des aspects qui restent à préciser concernent ces circonstances.

42. La comptabilité agricole dépend des statistiques agricoles disponibles. Les statistiques agricoles actuelles mesurent la production, la consommation, les ventes, les exportations et importations de produits agricoles et, accessoirement, les moyens de production dans l'agriculture. En outre, des recensements agricoles portant sur les unités de production agricole et des enquêtes spécialisées, en général les enquêtes par sondage, sont réalisées sur l'administration, les coûts de production et les aspects sociaux et financiers. Les comptes de production agricole peuvent être établis de deux différentes façons, soit sur la base des produits, soit sur la base de l'unité de production agricole du pays considéré. Pour l'essentiel, les statistiques disponibles sont du premier type, mais certains types de données ne s'obtiennent qu'auprès de sources du deuxième type. Aussi utilise-t-on les deux pour établir la comptabilité économique dans l'agriculture.

43. L'ajustement du système de comptabilité économique agricole et du SCN ne pose pas de sérieux problèmes. En effet, les concepts utilisés sont identiques; il existe cependant plusieurs différences mineures qui doivent être corrigées afin de tirer profit de la construction séquentielle des comptes et de l'analyse économique conjoint. Ces différences tiennent essentiellement à la présentation des statistiques disponibles.

44. A cet égard, une différence notable réside dans la période de comptabilisation qui, pour des raisons tenant au caractère saisonnier de l'agriculture, diffère de celle retenue pour le reste de l'économie. D'autres aspects liés à des difficultés pratiques de collecte de données concernent : le traitement des pertes pendant les récoltes; la transformation des produits primaires; les parcs d'équipements agricoles utilisés mais non possédés par les unités de production agricole; la distinction entre la production finale brute de marchandises et les récoltes totales (utilisation de facteurs de production propres). Plusieurs de ces questions sont liées à l'agriculture de subsistance et participent des problèmes inhérents au secteur informel.

#### E. Les statistiques industrielles et le SCN

45. La situation dans le domaine des statistiques industrielles diffère quelque peu de celle des statistiques agricoles que l'on vient d'évoquer. Les statistiques industrielles sont rassemblées dans de nombreux pays suivant les recommandations formulées par l'ONU; elles ont pour principal objectif de fournir des renseignements pour le calcul des indicateurs de la production nationale, du revenu et des dépenses. Ces statistiques incluent dans le secteur industriel l'extraction minière, la manufacture et l'électricité, le gaz et l'eau, c'est-à-dire les activités 2, 3 et 4 de la CITI. Les statistiques industrielles constituent l'un des systèmes intermédiaires évoqués dans la première section qui tirent des renseignements des archives des différentes unités et les normalisent de manière à permettre l'établissement d'indicateurs eu égard aux besoins du pays intéressé et qui sont susceptibles de servir aux fins de comparaisons internationales. Le SCN présente la comptabilité des activités industrielles et définit les branches d'activité marchande comme étant "l'ensemble des établissements résidents et les unités du même type, publiques ou privées, qui produisent des biens et services pour la vente, à un prix destiné normalement à couvrir leur coût de production". Il utilise la CITI qui envisage neuf grandes catégories, parmi lesquelles les statistiques industrielles ne concernent que trois : l'industrie extractive, la manufacture, l'électricité, le gaz et l'eau.

46. L'essentiel des données nécessaires à l'établissement du SCN aurait pu être tiré directement des statistiques industrielles si les deux systèmes étaient plus rigoureusement coordonnés. L'écart entre les systèmes procède en partie du fait que les statistiques industrielles constituent un programme statistique qui est ou pourrait être exécuté progressivement encore que tous les pays n'aient pas atteint le même degré d'avancement dans son exécution.

47. Les principales différences entre les systèmes ont trait à la couverture : tant en ce qui concerne les unités que les transactions. Il est, entre autres recommandations en matière de statistiques industrielles, proposé aux pays d'adopter un seuil critique de cinq employés ou plus à partir duquel un établissement serait étudié dans le cadre d'un recensement ou d'un échantillon.

Si d'après la définition du SCN l'unité engagée dans les branches d'activité marchande 2, 3 et 4 doit être incluse, les différences se rapportant aux transactions tiennent aux différents concepts de production et de facteurs de production utilisés dans les deux systèmes. Le SCN donne la priorité absolue à l'utilisation du concept de production qui se rapporte à la période et inclut les produits caractéristiques des branches d'activité marchande productrices de biens, ainsi que la production de services; les statistiques industrielles retiennent la production de biens marchands et de services industriels. Celles-ci utilisent le concept d'expédition qui inclut d'autres charges et n'est pas expressément lié à la production de la période considérée; elle pourrait inclure la production de période antérieure ou exclure une partie de la production de la période en cours.

48. Les autres transactions traitées différemment sont les facteurs de production. Le système de comptabilité nationale réunit ici tous "les biens et services non durables (produits de base entrant dans la production, y compris le recyclage et l'entretien du capital actions, la recherche, le développement et la prospection, les dépenses d'investissement et la formation du capital etc." tandis que les statistiques industrielles recommandent de ne tenir compte que des achats de biens matériels et de services industriels. Aussi les concepts utilisés dans les statistiques industrielles diffèrent-ils de ceux utilisés dans le système de comptabilité nationale : consommation intermédiaire, valeur ajoutée et production. Etant donné que les statistiques industrielles correspondent à un système intermédiaire ayant pour objet de fournir des données détaillées en vue d'une analyse plus approfondie du secteur concerné que ne le permet le système de comptabilité nationale, mais également afin de fournir des informations pouvant se révéler utiles dans l'analyse commune et également servir de sources au comptabilité nationale, il est impératif de trouver un moyen d'harmoniser les deux systèmes. Il est également essentiel que les programmes de statistiques industrielles ne soient pas limités à leur champs d'application actuelle mais plutôt qu'il soit doté d'un champs d'application qui étendra progressivement à l'ensemble du domaine de la production les statistiques nécessaires à ce qu'on appelle dans le système de comptabilité nationale "industries".

#### F. Comptabilité d'entreprise

49. Le système de comptabilité nationale s'inspire dans une certaine mesure du système de comptabilité d'entreprise; toutefois les deux systèmes diffèrent considérablement. Les pièces comptables sont destinées à donner une idée de la situation à l'intérieur de l'unité en question, situation découlant de ces transactions avec d'autres unités ou secteurs. Ces transactions sont classées selon l'importance qu'elle revête pour l'unité; il va s'en dire que ce qui est important pour l'unité ne l'est nécessairement pas pour d'autres. La comptabilité d'entreprise étant l'un des sources directes de données du secteur de l'entreprise, la possibilité d'établir des liens plus directs entre la comptabilité d'entreprise et les comptabilités nationales aura pour conséquence à la fois de faciliter l'établissement des comptabilités nationales et la compréhension de celles-ci par les spécialistes de la comptabilité d'entreprise.

50. Les procédures utilisées dans la comptabilité d'entreprise revêtent une certaine cohérence interne conforme aux vues spécifiques de l'unité. Toutefois, les différentes unités n'ont pas recours à des procédures comptables uniformes dans tous les cas et le problème qui se pose est qu'une transaction effectuée par deux unités présente une différence pour chacune d'elle d'où les difficultés qu'on éprouve à retrouver trace de ces transactions dans leur comptabilité. Chaque compte au niveau d'une unité d'entreprise aura son propre solde (en raison de la comptabilité en partie double) mais horizontalement, il y aura des erreurs dans les comptabilités nationales. Il y a quelques problèmes particuliers qu'on rencontre lorsqu'on utilise les pièces comptables des entreprises en plus de ceux issus de la classification. Par exemple, une entreprise pourrait utiliser des normes d'évaluation des inventaires et des avoirs fixes différentes de celles requises dans le système de comptabilité nationale. Pour des raisons financières, elles pourraient utiliser l'amortissement d'une façon qui ne reflète pas exactement la baisse effective de la valeur des actifs requis pour les besoins de l'établissement du système de comptabilité nationale. Les informations nécessaires à l'établissement des comptes d'accumulation de capital ainsi que ceux de capital et de financement sont issues de bilans d'entreprises successifs qui présentent des problèmes d'une nature autre en particulier s'agissant de l'évaluation que des problèmes liés aux informations relatives aux comptes des pertes et profits de l'entreprise.

51. Le système de comptabilité nationale offre le net avantage de détailler les relations entre les secteurs et dans la plupart des cas également les transactions effectuées au sein du secteur en particulier dans le secteur des affaires. A cet égard, le système de comptabilité nationale se heurte à des difficultés liées à l'utilisation des pièces comptables originales, en raison justement des limitations mentionnées. Outre les erreurs de comptabilité, il y a une autre difficulté communément appelée "dual sectoring". Cela provient du fait que la comptabilité d'entreprise est établie pour l'ensemble de l'entreprise; le système de comptabilité nationale a certes besoin de ces informations, mais il a également besoin des données portant sur les unités de production de l'établissement. Une façon de contourner cet obstacle est de soumettre à l'entreprise des questions spécifiques relatives aux établissements. Ces questions doivent être formulées de façon à faire apparaître les liens entre les données de l'établissement et le revenu ainsi que les états financiers de l'entreprise. Le problème du déséquilibre externe entre les secteurs (le manque d'uniformité sur le plan horizontal) résultant du fait que la même transaction est enregistrée dans différentes catégories pour les deux secteurs ou unités concernées peut être résolu grâce à l'introduction de procédures comptables plus homogènes.

52. Toutefois, pour le comptable de l'entreprise, cela reviendrait à introduire des sous-totaux qu'il considère sans importance et à multiplier les entrées pour rien selon lui. En outre, cela risquerait de provoquer un changement des méthodes comptables ainsi qu'un accroissement du volume

de travail. Néanmoins, rapprocher les types de classification utilisés en comptabilité nationale et en comptabilité d'entreprise, tout au moins à un certain niveau d'agrégat, sert non seulement les objectifs du système de comptabilité nationale mais également ceux des archives administratives tout en arrangeant les autorités chargées de la supervision et du contrôle. C'est pourquoi cette tâche devrait être entreprise en collaboration avec ces organes.

53. Nombre de difficultés liées à l'harmonisation des données hétérogènes de l'entreprise avec celles du système de comptabilité nationale pourraient être aplanies, s'il existait un système statistique spécialisé pour les entreprises comme il en existe actuellement pour d'autres secteurs. Ces systèmes spécialisés pourraient être conçus et rapprochés davantage des éléments spécifiques de la comptabilité d'entreprise. Les entreprises pourraient ainsi "reconnaître" plus facilement l'analyse du secteur et cela les inciterait davantage à adapter leur cadre de comptabilité à un format spécialisé plutôt qu'à un élément du système de comptabilité nationale résultant d'un compromis. Une fois établi, le système spécialisé de comptabilité d'entreprise pourrait alors être harmonisé avec la comptabilité du secteur de l'entreprise régi par le système de comptabilité nationale ainsi qu'il est décrit dans cette partie du document concernant d'autres informations du secteur spécialisé.

#### G. Statistiques de l'emploi

54. L'emploi est étroitement lié à la production et au revenu et fréquemment, les statistiques de l'emploi sont utilisées comme base des données sur la production et le revenu. L'harmonisation des données sur l'emploi avec les données sur la production de biens et services ou avec les flux de revenus a pour objectif d'arriver à des mesures liées à la production de la main-d'oeuvre et au niveau du revenu par personne employée. Dans la version actuelle du système de comptabilité nationale, le tableau 10 sur l'emploi par type d'activité économique présente la moyenne des personnes employées au cours d'une année ainsi que le nombre d'heures-hommes effectué par des employés classés par les industries comme producteurs des services rendus par les administrations publiques et par les institutions privées sans but lucratif au service des ménages comme il apparaît dans la classification internationale type, par industrie de toutes les branches d'activité économique. Des changements de définitions de l'emploi auront des incidences sur les estimations et il importe de ne jamais perdre cet aspect de vue et d'évaluer leurs répercussions éventuelles. Un changement du genre est intervenu lorsque la treizième Conférence internationale des statisticiens de l'emploi avait adopté une résolution concernant les statistiques de la population économiquement active, l'emploi et le sous-emploi qui abrogeait et remplaçait les résolutions antérieures sur la question. En outre, les nouvelles normes de l'OIT ont été prises en compte dans les recommandations en vue de l'organisation en 1990 d'une série d'enquêtes sur la population et les ménages.

55. La résolution de l'OIT introduit de nouvelles normes permettant de déterminer la population économiquement active en faisant la distinction entre la population généralement active que l'on détermine en fonction d'une longue période (un an) et la population actuellement active que l'on détermine à partir d'une courte période (une semaine ou un jour). Des innovations ont également été introduites et touchant à la définition de l'emploi, dont la plus importante en ce qui nous concerne correspond au changement du critère relatif à la durée minimale pour les aides familiaux non rémunérés. Il y a en outre l'inclusion dans la catégorie des personnes installées à leur propre compte de personnes engagées dans la production de biens et services pour consommation propre ou domestique, non seulement dans le secteur primaire (comme c'était le cas jusqu'à présent), mais également dans les secteurs secondaire et tertiaire lorsque cette production contribue grandement à la consommation totale du ménage.

56. La plupart des changements proposés rapprocheront davantage les données sur l'emploi des données sur la production, tout au moins pour ce qui est du nombre de personnes prenant part à la production mais en même temps qu'ils contribuent à rendre plus difficile l'établissement de la moyenne d'heures passées au travail. Par conséquent, les sous-classifications par nature de l'emploi et en particulier le temps de travail deviennent encore plus nécessaires qu'auparavant puisque permettant de déterminer la quantité de main-d'oeuvre. Par ailleurs, l'inclusion de la production pour consommation propre ou domestique dans les secteurs secondaire et tertiaire étendrait la production au-delà des limites établies par le système de comptabilité nationale. A quel point cela créera des problèmes dépendra de l'exacte interprétation de la résolution de l'OIT. Cette résolution établit expressément un lien entre la "population économiquement active" et la production de biens et services "comme définie par les systèmes de comptabilités nationales des Nations Unies". Dans ce cas, l'emploi comme la production revêtiront la même importance dans le système de comptabilité nationale.

#### H. Enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages et comptes des ménages

57. L'une des plus importantes sources de données dans le domaine des statistiques socio-économiques au cours des 30 dernières années a été les enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages. Ces enquêtes fournissent des données destinées à différents usages notamment à analyser la répartition des revenus, à déterminer le poids du panier des biens et services en vue d'établir le coût de la vie, à compiler l'indice des prix à la consommation afin d'obtenir des informations sur les traitements et salaires etc. Bien que la plupart de ces enquêtes servent principalement à des usages courants, il existe des différences considérables dans les concepts, définitions et classifications utilisés et c'est pourquoi il est difficile de trouver les liens qui les unissent afin de pouvoir établir une comparaison dans le temps et dans l'espace. Ces difficultés ne proviennent qu'en partie de la nature complexe de ces tâches. Elles sont également dues à l'absence d'une base de référence commune.

58. Le système de comptabilité nationale pourrait servir de cadre commun à la conception de ces enquêtes et cela résoudrait dans une large mesure les problèmes de comparabilité sur le plan international. En même temps, les enquêtes sur les revenus et dépenses des ménages pourraient grandement aider à compiler les comptes du secteur des ménages dans le système de comptabilité nationale puisqu'elles pourraient fournir des informations directes sur divers éléments tels que les traitements et salaires, le loyer etc. qui jusqu'à présent ne pouvaient être obtenus que sur une base résiduelle. On pourrait dire qu'il y a une quantité d'informations destinées au secteur des ménages et émanant des enquêtes sur les ménages mais qu'en raison de l'absence d'uniformité au niveau de ces données, elles ne sont pas considérées comme source principale dans la méthodologie des comptes nationaux et dans la compilation des informations du secteur des ménages.

59. C'est pour tenter d'utiliser ces données à cette fin qu'a été publié the Provisional Guidelines on Statistics of the Distribution of Income, Consumption and Accumulation of Households. Il s'agit là d'un système intermédiaire qui d'une part sert de base à une conception normalisée des enquêtes et d'autre part fournit les informations requises pour le secteur des ménages du système de comptabilité nationale en plus des autres usages mentionnés plus haut (répartition de revenus, indice du prix à la consommation, coût de la vie). Bien que les directives provisoires aient été élaborées en suivant le schéma du système de comptabilité nationale et que sa principale structure soit conforme à celle du système de comptabilité nationale, il existe des différences entre elles. Les principaux problèmes résident dans les limites et la définition à donner au revenu primaire et à la propriété.

- i) Revenu primaire : Il s'agit d'un agrégat dont il est fait état dans les directives et qui n'est pas identifiée comme tel dans le système de comptabilité nationale. Afin de préserver le lien entre les deux systèmes, cet agrégat doit être scindé en deux éléments : indemnisation des employés et revenu de l'entreprise. Ce dernier élément pourrait l'être à son tour afin de faire apparaître le revenu de membres de coopératives de producteurs. Ce dernier concept n'est pas présenté séparément dans le système de comptabilité nationale puisqu'étant considéré comme un revenu d'entreprises individuelles et comprenant par conséquent l'excédent net d'exploitation.
- ii) Revenu de la propriété : il existe une différence conceptuelle entre les directives provisoires et le système de comptabilité nationale au sujet de cet élément. Les directives englobent dans le cas présent les "loyers imputés des logements occupés par leurs propriétaires" tandis que le système de comptabilité nationale considère cela comme faisant du revenu issu des logements loués et par conséquent comme faisant partie de l'excédent net d'exploitation des ménages. Si cet élément est présenté séparément, il n'ognera plus des difficultés à harmoniser et à établir le compte des ménages du système de comptabilité nationale à partir du système intermédiaire.

60. Le compte des ménages en tant que secteur institutionnel du secteur de comptabilité nationale pâtit de l'absence des données adéquates. L'utilisation des directives comme un instrument de compilation et de normalisation des données recueillies lors d'enquêtes sur les ménages, permettra non seulement de calculer le revenu et les dépenses comme le recommande actuellement le système de comptabilité nationale mais pourrait également être une source d'information pour une autre importante fonction de ce secteur institutionnel dont il n'est pas fait expressément cas dans le système de comptabilité nationale : sa participation au processus de production.

61. Lors de récents débats sur les méthodes de comptabilité nationale, on a constaté un intérêt grandissant pour les activités ou secteurs dits "informels". Cette appellation renvoie à diverses unités et activités. Elles sont toutes en général de petite taille, relèvent des familles et des ménages, sont difficiles à localiser, leurs activités dépassent quelquefois le cadre de l'économie monétaire, utilisent des techniques dépassées et des méthodes traditionnelles, ne tiennent presque pas de comptabilité et sont pratiquement à l'abri de dispositions juridiques et fiscales. C'est pour toutes ces raisons qu'elles ne sont pas englobées dans les statistiques. Toutefois, les unités relevant de l'économie parallèle présentent des caractéristiques en ce sens qu'elles sont souvent rattachées à la production de subsistance et de ménages, au travail bénévole aux petites entreprises ou aux industries familiales.

62. En rapport avec l'examen du système de comptabilité nationale, ce secteur présente la particularité suivante à savoir que les imputations et les transactions non monétaires y jouent un rôle primordial. Il tend également à défavoriser les groupes marginaux de la population en particulier les femmes et leur participation à l'activité économique. Ce secteur informel est particulièrement important dans les pays en développement. Pour obtenir des informations concernant ce secteur, il a été recommandé de mener des enquêtes spécifiques sur les ménages axées sur ce qu'il a été appelé les "activités économiques des ménages". Quelques pays seulement les ont effectuées.

### III. ACTIVITES FUTURES

63. A partir du tableau global présenté dans les sections précédentes sur les activités menées dans le cadre de la conversion des données compilées par les systèmes spécialisés du système de comptabilité nationale, trois principaux domaines se dégagent.

- 1) Harmonisation de données du système de comptabilité nationale et des systèmes du IMF (GFS/BOP/MBS)

- ii) Harmonisation des données des entreprises du secteur du système de comptabilité nationale et de la comptabilité d'entreprises parallèlement à l'adoption de directives en vue de l'établissement de statistiques d'entreprises.
- iii) Etablissement de liens entre les données du secteur des ménages du système de comptabilité nationale et statistiques connexes et les directives de l'OIT sur l'emploi, la répartition des revenus et les enquêtes sur les ménages.

64. Le bureau de statistiques des Nations Unies envisage différentes façons de procéder. Ces méthodes ne sont pas les seules et sont plutôt complémentaires. Il s'agit de :

- i) L'inclusion de la question de l'harmonisation dans les manuels correspondants. Les manuels ont pour objet de donner des directives à la fois sur les méthodes conceptuelles et pratiques. Pour qu'ils soient utiles aux pays en développement, ils devraient comprendre notamment des méthodes qui tiennent compte des ressources disponibles et des coûts que leur utilisation engendre. La conversion de données issues de systèmes et la façon de les corriger et de les renforcer pour aboutir aux concepts de systèmes de comptabilité nationale constitueraient la partie essentielle des recommandations pratiques dans une certaine mesure.
- ii) L'inclusion de ce point dans l'ordre du jour des réunions ultérieures du Groupe d'experts. La réunion du Groupe d'experts sur la révision du système de comptabilité nationale pourrait examiner les avantages et les implications qu'il y a à réviser certains concepts (profondément ou légèrement seulement) afin de faciliter l'harmonisation des données de systèmes de comptabilité nationale et du système du IMF.
- iii) L'élaboration par les fonctionnaires du bureau de statistiques des Nations Unies d'études plus approfondies relatives aux problèmes de l'harmonisation dans chacun des domaines susmentionnés. Pour parvenir à des méthodes d'harmonisation utile, telles que le tableau et procédés similaires et en raison de la diversité des contextes dans les pays en développement, il serait bon de poursuivre la recherche sur la mise au point de tels procédés et de les soumettre à différents pays pour évaluation. Ces données d'expérience pourraient servir de base aux recommandations destinées à réduire les écarts entre les systèmes, en particulier lorsque cela se traduit par une économie d'efforts pour les pays en développement.
- iv) L'incorporation d'une méthode permettant d'harmoniser les données dans les programmes d'assistance technique et les stages de formation. Les trois objectifs indiqués plus haut devraient être envisagés dans le vaste cadre fournis par l'assistance technique

et le stage de formation. Ces programmes devraient donc être élaborés en tenant le plus compte de la révision en cours du système de comptabilité nationale. Pour être efficace dans ses différents aspects (formation, projets sur le terrain, services d'ingénieurs - conseils), l'assistance technique ne peut se concevoir en dehors du cadre général du système de comptabilité nationale et la révision de celui-ci offre la possibilité de rapprocher certains aspects conceptuels ainsi que des méthodes pratiques. Pour les pays en développement, économiser les très maigres ressources est d'une importance vitale en particulier lorsque les comptes et tableaux leur fournissent les informations nécessaires à la planification et aux décisions.

#### IV. QUESTIONS A DEBATTRE

65. Sur la base de ce qui est présenté plus haut, il est suggéré de discuter des questions suivantes :

- i) Quel est le rôle des statistiques spécialisées vis-à-vis de comptabilité nationale ?
- ii) Les statistiques spécialisées mentionnées devraient-elles toutes être harmonisées avec les données de comptabilité nationale ? Existe-t-il d'autres types de statistiques qu'il conviendrait d'ajouter à cette liste ?
- iii) Dans quelle mesure des concepts devraient-ils être harmonisés et quand est-ce qu'une harmonisation partielle suffit-elle ? Si l'on décide de procéder à une harmonisation, cela devrait-il se faire à un niveau détaillé du système de comptabilité nationale ?
- iv) Quelles sont les possibilités qu'il y a de mieux harmoniser les données en prenant la compilation de statistiques spécialisées comme point de départ dans l'établissement des comptes nationaux ?
- v) Etes-vous d'accord avec le prochain programme de travail dans son ensemble ?

Bibliographie

1. Système de comptabilité nationale, séries F, no.2, rev. 3, ventes no.68 XVII.8, Nations Unies, New York, 1968.
2. Balance of Payments Manual, Fourth Edition, IMF, Washington, D.C., 1977.
3. A Manual of Government Finance Statistics, Draft, IMF, Washington, D.C.
4. A Guide to Money and Banking Statistics in International Financial Statistics, Draft, IMF, Washington, D.C., 1984.
5. International Recommendations for Industrial Statistics, séries M. no. 48, Rev.1, Ventes no. 83.XVII.8, Nations Unies, New York, 1983.
6. Provisional Guidelines on Statistics on the Distribution of Income, Consumption and Accumulation of Households, Séries M. no.61, Vente no. 77.XVII.11, Nations Unies, New York, 1977.
7. Classification internationale type, par industrie de toutes les branches d'activité économique, séries M, no. 4, Rev.2, Ventes no.68.XVII.8, Nations Unies, New York 1968.
8. Nancy D. Ruggles, Financial Accounts and Balance Sheets : Issues for the Revision of SNA, document présenté à la dix-neuvième Conférence générale de l'IARIW, Noordwijkerhout, 1985.
9. Jonathan Levin and Jan van Tongeren, Harmonization of International Statistical Standards on Government Finance Statistics (GFS) and System of National Accounts (SNA), document présenté à la dix-neuvième Conférence générale de l'IARIW, Noordwijkerhout, 1985.
10. Ari Bouter and Jan van Tongeren, Harmonization of the Components of International Transactions in the System of National Accounts (SNA) and the Balance of Payments (BPM), document présenté à la dix-neuvième Conférence générale de l'IARIW, Noordwijkerhout, 1985.
11. Harry H. Postner, Micro Business Accounting and Macro Economic Accounting : the Limits to Consistency, document présenté à la dix-neuvième Conférence générale de l'IARIW, Noordwijkerhout, 1985.
12. Andre Vanoli, An SNA Framework Based on the French System of a Central Framework, Intermediate Accounts, Satellite Accounts and Complementary Analyses, document présenté à la dix-neuvième Conférence générale de l'IARIW, Noordwijkerhout, 1985.
13. Economic Accounting for Agriculture, FAO, 1974.

14. Claes Norrlof, Issues in the Revision of the International Income Distribution Guidelines, document présenté à la dix-neuvième Conférence générale de l'JARIW, Noordwijkerhout, 1985.

15. Provisional Guidelines on Statistics of the Distribution of Income, Consumption and Accumulation of Households, Studies in Methods, séries M, no. 61, Ventes no. 77.XVII.11, Nations Unies, New York, 1977.

16. Handbook of Households Surveys (Revised Edition), Studies in Methods, séries F, no. 31, Ventes no. 83.XVII.13, Nations Unies, 1983.